A Brest, plongée dans les bleus de l’océan, entre requins menacés et requins bien affairés

En apparence seulement, quelques kilomètres séparent le Centre national de culture scientifique Océanopolis et son bassin des requins (entre autres), près du port de plaisance brestois du Moulin blanc, des Ateliers des Capucins, qui abritent notamment 70.8 (pourcentage de mer sur la terre), la galerie des innovations maritimes (on n’arrête pas le progrès, n’est-ce-pas…). Mais la tenue il y a quelques jours du One Ocean Summit, premier Sommet mondial autour de la protection des océans qui s’est déroulé du mercredi 9 au vendredi 11 février dernier, a notamment montré qu’un autre océan séparait ces deux lieux emblématiques brestois, peuplé de requins de natures bien différentes.

A Océanopolis, le jeudi 10 février dernier, l’unique rencontre publique citoyenne ouvrait presque le ban du Sommet. Présentée comme une conférence participative « sous forme de débats mis en scène autour d’un thème capital : “La gouvernance de la haute mer et la protection de sa biodiversité : rendez-vous à New-York”, elle était ainsi présentée : *« Grâce à un dispositif ludique original, vous pourrez vous pronocer en direct sur des sujets réels de gouvernance internationale tels que négociés actuellement à l’ONU. Entre discours politiques et plaidoyers, les experts du sujet essayeront de vous convaincre du bien-fondé de leur action. Pour quelle position allez-vous voter ? »*. (voir l’article de Marie-Emmanuelle Grignon :https://www.eco-bretons.info/a-oceanopolis-le-public-donne-son-avis-sur-la-protection-de-la-haute-mer/).

Quelques jours auparavant (du 4 au 6 février), à l'Université de Bretagne Occidentale, c'est aux Soulèvements de la Mer qu'était convié le public par un collectif d'associations, sous la forme d'un Contre-Sommet : trois jours de séminaire et de rencontres, très riches, comme le rapporte le magazine Kaizen dans son bel article (1), avec des intervenant.e.s pas dupes des vrais enjeux de ce Sommet mondial prétendûment destiné à « protéger, explorer, exploiter » les océans, c'est-à-dire *« parcelliser et privatiser la mer, au nom de l'écologie et de l'économie bleue, et où désormais, banquiers, fonds spéculatifs et industriels promettent de protéger l'océan … avec leurs méthodes. »*

Economie bleue : un insoutenable Blue-washing pour les protecteurs des océans

Aux Capucins se jouait une tout autre partition… dans le grand bain des gros poissons et requins d'une autre nature. L'entrée uniquement sur accréditation et le nombre de représentants des forces de l'ordre présents dans le quartier et autour du bâtiment, donnaient le ton : the only place to be pour les délégations des 83 pays participants, institutions internationales, collectivités territoriales bretonnes, quelques ONG et fondations et bien sûr des représentants du monde économique maritime et de la finance. Tout ce beau monde participant à des forums et ateliers, dans et en marge desquels il s'agissait de concilier le « business as usual », sous ses nouveaux apparats de blue-washing, à des engagements communs en faveur de la préservation des océans. Des océans menacés de façon abyssale par l'acidification dûe au réchauffement climatique, la perte de biodiversité causée par la surpêche, l'exploitation des fonds marins dont Bretagne Vivante rappelle les enjeux : » Ils regorgent de ressources minérales (nickel, or, thallium, cobalt, manganèse, argent, lithium, zinc…) et la demande mondiale pour celles-ci ne devrait cesser de croître dans les 20 prochaines années.

Annoncé en octobre 2021, le plan France Relance prévoit ainsi 310 M€ dédiés à l'exploration des fonds marins et de ses ressources minérales. Il est ainsi indispensable de s'interroger sur les impacts de l'exploitation des écosystèmes et les habitats profonds (au-delà de 200 milles nautiques, ils représentent environ 66% de la surface de la planète). Loin d'être désertiques comme on l'a longtemps imaginé, ils abritent divers écosystèmes ayant une biodiversité fragile et encore très méconnue. » (2).

En point d'orgue du Sommet, le «Segment à haut niveau » du vendredi 11 février, accueillait une quarantaine de chefs d'État et de gouvernements, de représentants des Nations Unies, de l'Union Européenne et de dirigeants des poids lourds du transport maritime par conteneurs (plus de 80 % des échanges de marchandises, en volume, et plus de 70 % de leur valeur, sont transportés par mer à bord des navires et traités par les ports maritimes du monde entier). Il s'agissait désormais d'acter les résultats de ces ballets aquatiques en eaux bien troubles pour la société civile et ses représentants : avec certes des engagements et promesses, mais surtout trop peu de décisions concrètes selon les ONG (3) et des sujets qui fâchent soigneusement évités, tels que la surpêche, la protection des grands fonds marins des exploitations minières aux conséquences irréversibles (2). Rappelons que, comme l'évoque plus bas dans notre entretien, le conseiller stratégique Rémi Parmentier, la France n'a à ce jour, toujours pas signé l'appel à moratoire contre l'extraction minière en eaux profondes prôné par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) en septembre 2021, appel signé par 81 pays et agences gouvernementales ainsi que 600 scientifiques.

Insoutenable exercice d'équilibriste mondial, dans les règles du jeu actuelles, que de s'accorder à résoudre l'équation activités économiques en croissance bleue et protection forte des océans, pourtant vital ? Et puis, comme des chants de

sirènes trop lointains pour être entendus et surtout écoutés, les voix des « petits » peuples de la mer, humains et non humains ne sont certainement pas en voie d'extinction. En amont (4), tout au long puis à l'issue de ce Sommet mondial, des représentants de la société civile parmi lesquels l'association Pleine mer (5), Greenpeace, Bloom (6), Robin des bois (7), bien décidés à ne pas y participer, se sont activés dans la rue, les réseaux sociaux, les médias pour alerter l'opinion publique et tenter de peser plus fortement sur les décideurs, en dénonçant notamment «40 ans de meetings internationaux et une situation environnementale qui ne fait qu'empirer », à l'instar des COP climatiques. Ici, un rassemblement public contre le déni océanique « Don't look down », là un Carnaval de l'océan… des contre-manifestations relayées par RKB que vous pouvez (ré)écouter : http://www.rkb.bzh/emissions/abadennou/one-ocean-summit-plusieurs-contre-manifestations-prevues-a-brest-le-point-sur-ce-sommet-avec-lassociation-pleine-mer/?fbclid=IwAR3xI1TV6FSOKj1Xs0pDtL1aNCd1TLWfT6EPwodOsKil8AEpJVLsN-vLwoo

Paroles d'un conseiller stratégique et d'un océanographe

Impossible de repartir des Capucins, transformés pour la circonstance en îlot artificiel peuplé de récifs arborant moultes bannières à la gloire de la protection des océans, sans avoir recueilli quelques témoignages de participants. En voici deux, Le premier à lire, le second à écouter. Deux questions simples leur ont été posées : qui êtes-vous et qu'attendez vous de ce Sommet ?

Paroles d'un conseiller stratégique, Rémi Parmentier, co-directeur de Varda Group, qui oeuvre depuis des décennies pour des ONG et des décideurs internationaux (9).

« Je passe ma vie de sommet en sommet, comme un montagnard… mais des sommets politiques. Je suis conseiller stratégique dans le domaine de l'environnement et spécialement dans le domaine de la gouvernance et de la protection de l'océan. J'ai été invité à participer à ce sommet en particulier sur la nature de la protection des océans et ce qu'elle devrait recouvrir. Il y a actuellement une campagne internationale, connue sous le nom de 30 par 30, c'est-à-dire protéger 30% des océans d'ici l'année 2030 (10), et mon message c'est « réfléchissons aussi sur les 70% restants» ! Ma proposition qui reviendrait à ce que la protection de l'océan soit la norme et non l'exception, qu'elle se fasse par le renversement de ce que l'on appelle la force de la preuve. En plus de créer des aires marines protégées, on créé des aires marines exploitables, et par définition tout ce qui ne serait pas aire marine exploitable serait protégé. Donc, la protection comme norme et non comme exception.

Actuellement, les défenseurs de l'océan doivent se battre pendant des années pour prouver, démontrer, convaincre que la protection d'une fraction de l'océan est possible et nécessaire. Et ce sont des discussions qui n'arrêtent pas… Ce que je propose, c'est que ce soient les usagers de l'océan, les industriels, les grandes compagnies de pêche, etc. qui, elles, doivent prouver que leurs propositions, leurs activités ne causent pas de dommages irréversibles à l'environnement, et que des mesures d'atténuation soient en place avant

d’entreprendre des activités qui ont une empreinte écologique importante sur l’environnement. C’est ça, le renversement de la force de la preuve : que ce soit ceux qui veulent exploiter les ressources de l’océan qui doivent faire la démonstration et non pas ceux qui veulent protéger l’océan. Il devrait y avoir un consensus là-dessus car l’océan, c’est la base de la vie sur notre planète.

Ce Sommet devrait être l’occasion que les défenseurs des océans soient écoutés par les pouvoirs publics français et internationaux. Et il y a un dossier très chaud qui a émergé cette année, c’est celui des projets d’exploitation minière dans les grands fonds sous-marins. Le Président de la République a fait quelques couacs dernièrement, en déclarant que la France devrait être un leader dans l’exploitation des ressources minières sous la mer, pour ensuite rétropédaler en parlant d’exploration seulement, « parce que c’est important pour les voitures électriques ». Il ne s’agit donc pas simplement d’exploration ! Mais ce qui est intéressant, c’est que le fabriquant automobile Renault a déclaré que sous aucun prétexte il n’utiliserait des ressources minières issus des fonds marins (11). J’espère que cela peut être un encouragement pour le Président de la République pour qu’il se joigne à l’effort de beaucoup des 81 pays et agences gouvernementales qui ont demandé, à l’occasion du Congrès de L’Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN) en septembre 2021 à Marseille, un moratoire sur l’exploitation minière des fonds marins. On risque de détruire des écosystèmes vulnérables et des espèces dont on n’a même pas la connaissance. »

Paroles audios d’un océanographe ardent défenseur des requins (les vrais, les menacés), François Sarano a accepté d’être l’un des « Ambassadeurs de l’océan » lors de ce Sommet pour tenter de faire entendre « la Voix de l’océan ».

Plongeur avec l'équipe du commandant Cousteau et créateur de l'association Longitude 181, la voix de l'océan. Son dernier livre, « Au nom des requins », vient de sortir aux éditions Actes Sud, dans la magnifique collection *Mondes sauvages*. François Sarano est également l'auteur d'une tribune, «Cessons nos agressions pour sauver les océans », parue dans Libé : https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/cessons-nos-agressions-pour-sauver-les-oceans-20220209_OPJN3II5WZACTPU555MWEHUL4U/?redirected=1,et co-signataire d'une autre tribune, «« Nous attendons du One Ocean Summit des avancées significatives pour la santé de l'océan mondial », publiée dans Le Monde :https://www.longitude181.org/wp-content/uploads/2022/02/Tribune-ONG-Le-Monde-One-Ocean-Summit.pdf

Il était l'invité de l'émission *CO2 mon amour* que Denis Cheissoux a consacrée à la beauté des milieux marins : https://www.franceinter.fr/emissions/co2-mon-amour/co2-mon-amour-du-dimanche-13-fevrier-2022

Captation audio :

http://www.eco-bretons.info/wp-content/uploads/2022/02/itw-francois-serano.mp3

(1)A l'UBO de Brest, avaient lieu durant deux jours « Les Soulèvements de la mer : le Contre-Sommet du One Ocean Summit » : https://kaizen-magazine.com/article/les-soulevements-de-la-mer-le-contre-sommet-du-one-ocean-summit/?fbclid=IwAR1BXk4wro9lRD6nzSjyiekvTOeZhgYJGYdBIdwkPcZFlc4Yk4TCz96LS1M

(2) « Zoom sur les enjeux de conservation des fonds marins » par Bretagne Vivante : https://www.bretagne-vivante.org/Actualites/One-Ocean-Summit-Zoom-sur-les-enjeux-de-conservation-des-fonds-marins

(3) Les Engagements officiels de Brest pour l'océan : https://uicn.fr/one-ocean-summit-le-bilan/ Et la réaction de Greenpeace : One Ocean Summit : la montagne qui accouche d'une souris https://www.greenpeace.fr/espace-presse/one-ocean-summit-la-montagne-qui-accouche- : dune-souris/

(4) « One Ocean Summit – Zoom sur les enjeux de conservation des fonds marins, par Bretagne Vivante : https://www.bretagne-vivante.org/Actualites/One-Ocean-Summit-Zoom-sur-les-enjeux-de-conservation-des-fonds-marins

ET Pétition de Greenpeace contre lexploitation minière en eaux : profondes https://www.greenpeace.fr/petition-exploitation-miniere-eaux-profondes/#/petition-exploitation-miniere-eaux-profondes/merci-pour-votre-signature

(5) https://associationpleinemer.com/

(6) https://bloomassociation.org/one-ocean-summit-lettre-ouverte-au-president-de-la-republique-emmanuel-macron/?fbclid=IwAR2DpLEbErJY2_pGovjk58H8lrYzfRaFv3A0EqIdxJBbGBSZlkNBUWiPZ3s

(7)

https://robindesbois.org/calmez-vous-madame-la-mer-ca-va-bien-se-passer/

(8) https://www.longitude181.org/

(9)(http://www.vardagroup.org/bio/remi-parmentier et https://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/brest-wishes-for-the-ocean-in-2022/?fbclid=IwAR0FAk19o91mY0C1XM1ATJ8C_GyPwR6imeVCNZooyQRAQ2ENOt9Q8x4-xs8

(10)Parmi les engagements pris officiellement lors du Sommet : « 84 pays portent l'objectif de protéger 30% des terres et des mers du monde d'ici à 2030. ».

(11) https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/renault-soutient-un-moratoire-sur-l-exploitation-miniere-en-eaux-profondes-2002660.php